

L'illusion du pouvoir

L'attrait du pouvoir

Un socialiste de Seraing m'a dit un jour, d'un ton très convaincu, à peu près ceci: *"Pour changer les choses, il faut être au pouvoir !"*

Lui, il faisait allusion au pouvoir communal. Alors, comment résister à l'attrait du pouvoir fédéral ou régional¹ quand on est animé du désir de réaliser de grandes réformes ?

En Belgique, on le sait, le pouvoir politique fédéral se partage: libéraux, chrétiens et socialistes règnent à deux ou à trois. Il s'ensuit une éternelle litanie sur la nécessité des compromis.

C'est d'ailleurs cette notion de compromis qui est au centre des débats entre partisans et opposants à la participation gouvernementale.

Quelques dates parsèment l'histoire des partis ambitieux qui ont accepté des postes ministériels en invoquant leur volonté de transformer la société en faveur de leurs électeurs. Des réformes ont effectivement été acquises.

En 1914, l'ancêtre du PS, le POB (Parti ouvrier belge) a gagné le droit d'avoir des ministres; il a renoncé aux engagements internationalistes condamnant les fauteurs de guerre aussi bien alliés qu'allemands et s'est rangé dans le camp allié. Ce choix a entraîné toutes sortes de conséquences, dont une scission avec l'apparition du mouvement communiste. Après la guerre 40-45, c'est le Parti communiste belge qui envoyait des ministres au gouvernement et s'engageait dans une campagne pour "reconstruire le pays", c'est-à-dire pour remettre sur pied l'économie capitaliste.

Cependant, après 14-18, comme après 40-45, la bourgeoisie a dû céder de nombreuses réformes exigées par la population ouvrière et relayées à l'intérieur des gouvernements par leurs représentants. Dans les années 20-30, le suffrage universel, les premiers grands acquis de la législation sociale ont été obtenus et, fin des années 40, la sécurité sociale, le vote des femmes étaient mis en place.

Plus près de nous, Ecolo s'est aussi risqué dans une participation gouvernementale. Les circonstances ne sont pas les mêmes, puisqu'on n'était pas dans une période d'instabilité, de turbulence, avec une pression populaire menaçante, à peine une crise de la dioxine. Il en résulte que les réformes obtenues par Ecolo (et le PS) sont insignifiantes en regard des précédentes. Quelques mesures contre le bruit des avions, quelques mesures sociales timides, quelques projets pour les transports en commun...

Acquis et abandons doivent être évalués pour déterminer ce qu'apporte ou n'apporte pas le pouvoir.

Qui a le pouvoir ?

Aujourd'hui, personne n'ignore que le pouvoir réel appartient aux multinationales, à leurs lobbies à l'échelle internationale comme au sein de la CEE. Appuyés sans restriction par les États-Unis et la Grande-Bretagne, ils ont quasiment les mains libres pour dominer le monde. Qui refuse leurs encombrantes interventions risque la guerre commerciale (hormones, OGM...) ou la guerre tout court (Irak...). La CEE approuve leurs desiderata au coeur de l'Europe, aménage les choses en fonction des intérêts financiers des grands groupes allemands et français. Quelques financiers belges collaborent avec eux.

Le reste, les populations, le social, le culturel ont droit aux miettes.

Qui va à l'encontre de ces intérêts dits supérieurs ?

L'État lui-même consacre une part importante de son budget à la promotion des entreprises (politique de l'emploi en baissant les cotisations patronales, subsides, mise à disposition des infrastructures...) et doit dès lors serrer la vis dans les autres domaines; au même moment, les multinationales réalisent des bénéfices

¹ Afin de rester sérieux, je n'énumère pas le pouvoir international (ONU, BIT, FMI...), européen (CEE...), communautaire (Communauté française de Belgique), ni le pouvoir provincial, etc. Qui n'est pas au pouvoir dans ce pays?

exorbitants. L'État fait d'ailleurs l'impasse sur toutes sortes de rentrées en étalant son impuissance face à la fraude fiscale ou au blanchiment d'argent.

Par conséquent, l'État gère l'accessoire, fait le nécessaire pour que les grandes entreprises soient bien servies et que la population se tienne bien calme grâce à quelques mesures les plus chiches possible (ceux qui se rebellent ont droit à la répression). Auparavant, l'État belge jouait un plus grand rôle, mais, en gros, ses fonctions étaient les mêmes.

Cette description est-elle tellement caricaturale ?

Le "partage" du pouvoir

Si l'équilibre de la société menace d'être rompu, alors la balance penche plus d'un côté que de l'autre. La mobilisation populaire, les guerres ont permis aux partis ouvriers d'être en position de force pendant un temps.

Ont-ils abandonné quelque chose en échange de la participation gouvernementale et des réformes importantes ? Tout simplement l'objectif de renverser le pouvoir des exploités et d'instaurer le pouvoir ouvrier. On sait aujourd'hui que le pouvoir ouvrier est une utopie, mais il reste vrai que la paix mondiale, le bien-être des populations sont intimement liés à la disparition des grands groupes financiers, à l'établissement d'une autre société.

Le parti Ecolo a-t-il renoncé également à ses objectifs principaux ? Son programme étant moins radical, le contraste entre ses revendications et ses réalisations est moins tranché. Toutefois, une société respectueuse de l'environnement, une agriculture durable, pour ne reprendre que deux de ses objectifs, impliquent également la fin de la prédominance des multinationales².

On peut rétorquer que la participation gouvernementale ne signifie pas automatiquement la remise aux calendes grecques des objectifs fondamentaux. Dans les faits, si. Cela est devenu manifeste pour le PS (le PCB a fort régressé dans l'immédiat après-guerre, notamment parce que la population ne le différenciait pas du PS). Car la participation gouvernementale entraîne une litanie sans fin pour justifier les compromis (ou compromissions): les autres partis freinent, l'argent manque, la CEE est opposée, les Américains ne veulent rien entendre, les patrons traînent des pieds et menacent d'investir ailleurs, les ouvriers ne sont jamais contents, les indépendants s'estiment lésés et défavorisés, les enseignants rêvent, la Flandre est trop à droite... Tout est vrai dans une certaine mesure et conduit à une même conclusion: le pouvoir se partage, mais une place minimale est réservée à ceux qui se soucient du social et de l'environnement, de la paix, etc.

L'illusion du pouvoir

"Ce serait pire sans nous" réplique-t-on à ces critiques. À court terme, peut-être. Pour bien répondre à cette objection, il faudrait peser le pour ou le contre d'une législature avant de conclure³. Admettons, pour nous épargner la tâche fastidieuse d'établir un bilan, que ce serait "pire" sans la participation gouvernementale du PS ou d'Ecolo.

Mais ne faudrait-il pas envisager la politique d'une autre manière ? Le bilan ne devrait-il pas être dressé en fonction de l'estimation suivante: nous rapprochons-nous de nos perspectives fondamentales ou nous en éloignons-nous ?

Il ne suffit pas d'affirmer: "Puisque c'est mieux avec nous au gouvernement, nous nous en rapprochons. Nous avons la démocratie, la sécurité sociale, l'enseignement (presque) gratuit et obligatoire, etc.". C'est exactement là que les chemins divergent.

Rappelons que les grandes réformes ont été obtenues sous la pression d'un mouvement populaire terrifiant les possédants. Depuis, le recul s'est amorcé, la pauvreté est revenue, la passivité et la docilité, l'individualisme sont les attitudes courantes, le pouvoir mondial est plus concentré que jamais, les dictatures terroristes et la répression contre les peuples sont toujours aussi impitoyables, des maux graves infectent de nombreuses régions du monde et la terre elle-même est en mauvais état.

² Dans le domaine de l'agriculture, je viens malheureusement de faire l'expérience de l'abandon par Ecolo d'un combat pour défendre le label fermier-wallon face au... socialiste Happart !

³ De nombreuses lois et mesures rétrogrades sont prises malgré (à cause de) la présence de ministres des partis de gauche. Dans un passé récent, je me souviens des positions du ministre Vanden Lanotte contre les réfugiés; actuellement, la réforme de la police n'augure rien de bon, et la politique d'asile jette la confusion, car la répression reste féroce.

Qui a tenu compte des *illusions* renforcées par la participation au pouvoir ? Quand on fait croire à la population qu'elle a son mot à dire, qu'elle pèse sur les choix décisifs, qu'il suffit de voter pour le bon parti, n'encourage-t-on pas la passivité ? Quand on démontre que libéraux, sociaux-chrétiens, socialistes et écologistes sont tous des "collègues", que les multinationales et la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique), la CEE sont des partenaires raisonnables avec lesquels on traite "d'égal à égal" (auxquels on cède le plus souvent), on fait croire que toutes les contradictions peuvent être aplanies grâce à l'État.

Qui peut prétendre que les peuples occidentaux sont aujourd'hui plus susceptibles de prendre en main leur destin, suite au rôle joué par les partis de gauche au pouvoir ?

Que l'on opte pour des changements fondamentaux ou pour des aménagements accessoires, la vision de la participation gouvernementale est différente. Autant les réformes obtenues sont importantes *si elles encouragent l'activité créatrice et collective de la population*, autant elles sont nocives si elles engendrent une autosatisfaction paralysante: voilà ce qui motive ma position.

Une alternative ?

Se détacher de l'économie néolibérale, soutenir une mondialisation basée sur l'échange égalitaire entre les peuples, libérer le travail et le mode de vie de leurs contraintes, des besoins nuisibles, des pollutions et des gaspillages, voilà quelques objectifs qui prennent le mal à la racine, me semble-t-il. Dans tous ces domaines, l'alternatif montre le bout du nez: énergies douces, médecines douces, agriculture saine, commerce équitable... Le chemin à parcourir est encore bien long. Si l'on s'y engage, on ne peut se lier les mains avec ceux qui, par intérêt, marchent à contresens. Dès le début, l'autonomie est nécessaire pour jeter des bases, pour accomplir quelques pas en direction d'une autre société.

Qu'à tous les niveaux de pouvoir, il y ait des politiciens s'efforçant d'aider l'alternatif, de freiner les destructions opérées sous l'égide des multinationales, c'est utile et parfois fort important. Du moment que cette démarche ne prend pas le dessus sur l'activité principale. Les coopératives "nouvelles", les actions d'éclat de Greenpeace, le cri silencieux de la Marche blanche, les coups de gueule de José Bové et de ses compagnons, les manifestations de Seattle à Prague, les actions en faveur de la taxe Tobin sont autant de bouillonnements alternatifs. Là se trouve le potentiel qui sauvera les hommes et la terre.

N'invertissons pas les rôles, ce serait se tromper d'Histoire.

M. N.
Juin 2001